



Conseil économique et social

Distr. générale
27 avril 2004
Français
Original: anglais

Session de fond de 2004

New York, 28 juin-23 juillet 2004

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Mobilisation des ressources et promotion
de l'environnement aux fins de l'élimination
de la pauvreté dans le cadre de l'application
du Programme d'action en faveur des pays
les moins avancés pour la décennie 2001-2010**

Déclaration présentée par la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

* E/2004/100.



Introduction

La Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO) est très honorée d'avoir été invitée à présenter le projet de déclaration du présent Forum des ONG, pour inclusion dans la Déclaration ministérielle issue du débat de haut niveau du Conseil économique et social.

Je voudrais également remercier le Secrétariat du Conseil économique et social d'avoir encouragé les ONG, pour la quatrième année consécutive, à organiser un tel forum. J'apprécie particulièrement qu'il se tienne en temps opportun : réunir le Forum trois mois avant le débat de haut niveau devrait effectivement permettre l'insertion de nos recommandations dans la Déclaration ministérielle. Si l'année dernière, nous avons pu présenter nos recommandations au débat de haut niveau, cette année nous espérons faire un pas de plus, et influencer la Déclaration ministérielle elle-même.

Pour commencer, je tiens à saluer le mode participatif et l'approche intégrée que suivent systématiquement les Nations Unies, et le Conseil économique et social en particulier, quand il s'agit du programme de développement et que privilégient les divers organismes chargés des différents aspects et perspectives.

L'histoire des relations entre les Nations Unies et les ONG est en évolution et nos contributions prouvent, par leur progression, combien nos points de vue et les apports des organisations de la société civile sont importants pour une organisation comme celle des Nations Unies.

Depuis plus de 50 ans, la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies s'emploie activement à encourager et faciliter la participation des ONG et des organisations de la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que leur collaboration. Aujourd'hui, nous invitons les ONG du monde entier, en particulier celles des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), à mieux faire sentir leur présence aux Nations Unies et à manifester, par des efforts plus efficaces, leur intérêt pour les questions importantes traitées dans les instances des Nations Unies.

Pendant ces consultations, nous avons entendu des ONG se déclarer gravement préoccupées de ce que les objectifs du Millénaire en matière de développement risquent de ne pas être atteints, au rythme actuel des engagements. Les ONG ont formulé des suggestions et des recommandations sur ce que les gouvernements devraient faire pour inverser cette tendance négative et nous les avons écoutées avec beaucoup d'attention. Aujourd'hui, nous avons le privilège d'exprimer leurs propos dans cette instance.

Certaines de ces recommandations sont issues du Forum des ONG de l'année dernière, tenu avant le débat de haut niveau du Conseil économique et social et qui avait pour thème le développement rural aux fins de l'élimination de la pauvreté. Les ONG du monde entier qui y ont participé – et dont la plupart venaient des PMA – ont adopté des recommandations qui sont encore parfaitement applicables au thème de cette année. D'autres recommandations sont issues de diverses consultations organisées à travers le monde et de rapports établis par des ONG dans le cadre du suivi permanent qu'elles assurent, s'agissant des engagements et des politiques des gouvernements.

Les ONG et les organisations de la société civile demandent une approche axée sur la population pour éliminer la pauvreté, et cela s'applique plus que jamais aux pays qui comptent parmi les plus pauvres d'entre les pauvres. Les peuples du monde demandent un renforcement des capacités qui conduise à leur responsabilisation, parce qu'ils veulent devenir les véritables acteurs de leur propre développement. Ils ne veulent pas d'approches imposées d'en haut, non plus que de solutions importées ou imposées de l'extérieur. Ils veulent pouvoir exercer pleinement leurs droits de participer aux affaires publiques et de s'y impliquer et être capables d'influer sur la planification et la mise en oeuvre des programmes de développement. Ils demandent la pleine intégration des personnes marginalisées et des exclus, et plus particulièrement des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des personnes touchées par le VIH/sida, des migrants et des populations autochtones. Ils veulent plus de démocratie et une meilleure gouvernance aux niveaux local, national et international.

Les organisations populaires et les ONG demandent un développement axé sur l'homme avec un investissement dans les ressources humaines : l'éducation et la formation ainsi que la fourniture de services sociaux de base doivent être au centre de toute stratégie de développement. Dans la Déclaration du Forum du Millénaire - que nous avons organisé à New York, il y a près de quatre ans – les ONG réclamaient déjà l'application intégrale des 10 engagements figurant dans la Déclaration de Copenhague et ce souci de développement social se traduit dans les objectifs du Millénaire en matière de développement.

Certes, le Programme d'action de Bruxelles demande, dans son premier engagement, d'encourager une action axée sur la population. Mais nous voudrions que cette approche axée sur la population se retrouve à travers les six autres engagements, comme un thème intersectoriel.

Parmi les nombreuses recommandations répondant au Programme d'action de Bruxelles, j'en ai regroupé cinq séries que je sou mets très instamment à votre attention :

1. Encourager une action axée sur la population

Il s'agit :

- D'investir dans l'humain grâce à des activités soutenues de renforcement des capacités au niveau des collectivités, afin de mettre les pauvres en mesure de devenir les véritables acteurs de leur propre développement. Cela suppose plus particulièrement une formation aux processus participatifs de prise de décisions et aux techniques de planification;
- De renforcer la capacité des organismes communautaires à coordonner les financements nationaux et de donateurs, pour éviter la surenchère et le détournement des ressources;
- De créer et de garantir des emplois convenables.

2. Instaurer un environnement favorable

Il s'agit :

- D'instaurer un environnement juridique favorable en adoptant une approche axée sur la prise en compte des droits en matière de développement et d'élimination de la pauvreté;
- De donner une définition faisant autorité de ce que ces droits comportent, pour s'assurer que les gouvernements s'acquittent de leurs responsabilités en confrontant leurs actions et leurs obligations;
- D'assurer dans les questions de gouvernance une transparence qui permette aux ONG de mener à bien leurs activités de suivi et de sensibilisation aux engagements des gouvernements. Pour ce faire, il faut principalement revoir les pratiques en vigueur, établir des priorités dans les réformes d'orientation, identifier les moyens de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les politiques;
- D'établir des conseils nationaux sur le développement durable (ou des instances nationales ou des centres de liaison, comme le demande le Programme d'action de Bruxelles) composés d'ONG pour formuler des avis sur les politiques nationales. Ceci permettra d'établir un cercle vertueux de collaboration, associant l'action populaire à la formulation des politiques et au débat d'orientation;
- De favoriser la décentralisation des prises de décisions en tant qu'aspect très important du développement, en particulier pour les populations autochtones. La décentralisation exige une approche éclairée s'agissant des limites territoriales, de l'usage linguistique, des structures administratives locales, du régime foncier communal et de la responsabilisation des associations et des collectivités locales.

3. Responsabiliser les pauvres et créer de nouveaux partenariats

Pour ce faire il faut :

- Donner aux pauvres les moyens de s'exprimer en menant des consultations populaires pour savoir ce que la pauvreté signifie pour eux. Permettre aux pauvres, et en particulier aux femmes, d'utiliser leur savoir et leur expérience pour devenir eux-mêmes les acteurs du changement;
- Adopter une approche pluridimensionnelle de la pauvreté qui dépasse le dénuement économique et se définit aussi en termes d'impuissance, de manque d'instruction, d'exclusion sociale, d'inégalité entre les sexes, d'infrastructures inadéquates et d'absence de titres de propriété;
- Favoriser le développement de collectivités et d'organisations qui représentent les pauvres placées sous leur contrôle et répondant à leurs besoins. Exiger l'intégralité des droits inhérents à la citoyenneté pour exprimer leurs revendications et négocier des programmes déterminés par la demande;
- Intégrer pleinement les pauvres au cadre de développement composé par les collectivités locales, les organismes de crédit, les institutions juridiques, les services d'appui agricoles, les centres de santé, les responsables scolaires, les distributeurs d'eau ainsi que les ministères nationaux et régionaux;

- Obtenir la volonté politique nécessaire pour changer d'orientation et adopter une approche véritablement décentralisée, qui tienne compte des circonstances particulières de groupes spécifiques, comme les populations autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes âgées. Il faudrait les faire participer à la planification, à la mise en œuvre et au suivi de tout projet et programme que les gouvernements entreprennent pour leur compte ou pour le compte de leurs communautés.

4. Mobiliser des ressources pour éliminer la pauvreté

Il s'agit :

- De réaliser le huitième objectif du Millénaire en matière de développement, qui est centré sur la coopération internationale et impose des contraintes importantes aux pays développés et à leurs politiques étrangères potentiellement néfastes;
- De préserver l'engagement de l'État dans la fourniture de services sociaux de base tels que la santé, l'eau, l'assainissement et l'électricité; de considérer que la libéralisation et la privatisation commerciale de services essentiels de cette sorte font partie des principaux obstacles au développement car elles privent l'État de ressources financières précieuses et détruisent la production locale;
- Dans le cadre de la décentralisation, de faire comprendre aux autorités nationales qu'elles ne peuvent se soustraire à leurs responsabilités pour faire accompagner la décentralisation d'un flux suffisant de ressources vers les institutions locales ou régionales.

5. Élargir l'accès aux ressources

Il s'agit :

- De réparer les injustices passées, telles qu'une répartition injuste des terres, pour commencer à éliminer la pauvreté, mais en reconnaissant que la pauvreté est pluridimensionnelle, de s'attaquer en même temps à des aspects tels que la mauvaise santé, les faibles taux d'alphabétisation, le manque de biens de production et l'insuffisance des outils et de l'équipement;
- De modifier les lois et les coutumes pour faire droit à la demande des femmes d'accéder à la propriété foncière et au droit à la propriété autrement que par l'intermédiaire d'un homme (mari, frères...). Les femmes ont besoin d'informations fiables ainsi que d'un accès aux tribunaux, notamment en ce qui concerne les droits de succession;
- D'encourager une approche du développement axée sur la prise en compte des droits. Il faudra pour cela des décisions politiques courageuses : pour protéger efficacement l'accès des pauvres à la terre, à l'eau et à d'autres ressources de production, il faudra sans doute le refuser à de puissantes sociétés, ou du moins le limiter;
- D'inscrire l'accès à l'enseignement (formel ou informel) au cœur des stratégies de développement. L'enseignement ouvrira ensuite des possibilités économiques aux activités agricoles ou non agricoles, mais permettra aussi de surmonter des obstacles psychologiques profondément enracinés dans la vie de la communauté. L'éducation des filles a un taux de rentabilité particulièrement

élevé et constitue un outil très efficace pour le développement national. Ayant constaté que le VIH/sida reflue là où l'éducation se développe, Kofi Annan a même pu parler du « vaccin de l'éducation » contre le sida;

- D'inscrire comme la priorité la plus élevée l'accès à l'eau salubre, en particulier l'accès à l'eau sur place, les trous de sonde des villages, les puits des communautés et la maintenance à faible coût technologique des installations de distribution d'eau. Le corollaire est d'investir assez dans les installations d'assainissement et d'évacuation des déchets et dans leur entretien.

Pour finir, deux thèmes intersectoriels sont apparus avec force et imprègnent toutes les recommandations susmentionnées :

- Promouvoir et améliorer le rôle des femmes ainsi que leurs droits à se déterminer et à s'exprimer. L'accès des femmes aux tribunaux, à l'éducation, aux services, aux mécanismes du pouvoir politique, y compris les processus électoraux, aux réseaux de sécurité sociale et à la propriété foncière est considéré comme un préalable indispensable au développement et à l'élimination de la pauvreté. En particulier, leur rôle en tant qu'entrepreneurs, qui est excessivement sous-développé, semble nécessiter un appui urgent de la part des gouvernements et des organisations intergouvernementales;
- Élargir et améliorer l'accès des pauvres aux technologies modernes de l'information et de la communication (TIC). Un accès local généralisé aux TIC donne également aux pauvres les moyens de jouer un rôle plus complet dans le développement et dans l'épanouissement de l'individu.

En conclusion,

Il est primordial, nous le soulignons, que la Déclaration ministérielle ou tout autre résultat de ce débat de haut niveau aille au-delà de la rhétorique et engage l'action dans les domaines que nous avons soulignés ici. Une action mobilisant les gouvernements et les Nations Unies pour

- Appuyer et développer davantage la coopération technique et les partenariats concertés de la société civile et des Nations Unies;
- Utiliser au mieux la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information, occasion majeure pour accélérer le processus et en permettre la réalisation dans les délais les plus brefs.
